

États, sport et soft power

Si le tout était d'aller voir Usain Bolt courir, Michael Phelps nager, Mayweather boxer, Lavillenie sauter, Eto'o, Ronaldo et Messi dribbler et marquer des buts, cela n'attirerait pas autant les politiques et les investisseurs dans leur « histoire du sport ». Forcément, le sport va au-delà du spectacle et de l'amusement qu'offrent les acteurs sur un terrain.

Ces chasseurs d'organisation de compétitions sportives : pour quels enjeux ?

Pourquoi Paris s'acharne à vouloir accueillir les jeux olympiques ? Cette question de Jean-Christophe Catalan, nombreux sont ceux qui se la posent et se la posent encore. Que l'on soit à Pékin, Athènes ou Rio, on ne peut s'empêcher de se la poser.

Pour certains, c'est un grand risque que l'on prend car les conséquences sont souvent néfastes (dette extérieure de l'État, certaines couches sociales qui en payent le prix...). Mélenchon semble être de cette trame. Interrogé par Jean Michel Apathie sur RTL, le 23 juin 2015, l'ancien leader du Parti de gauche (PG) dira que sans hésiter « *ça ne sert à rien* ».

On dira finalement que cela dépend des sensibilités car ailleurs, on voit en l'organisation des compétitions sportives une occasion en or. « *C'est un message totalement géopolitique. Nous sommes une grande puissance parce que nous arrivons à réaliser un grand évènement sportif. Cela relève du soft power, cette capacité à afficher sa puissance par des moyens autres que militaires* » disait alors Loïc Ravenel, chercheur au Centre International d'Étude du Sport (CIES).

Il n'est pas inutile de rappeler ce qu'est le soft power. Le soft power, c'est la manifestation de la forme d'incitation, de séduction ou encore d'influence sur le choix des problèmes politiques apparaissant comme prioritaires avec comme impératifs la crédibilité et la légitimité. La séduction étant l'un des aspects fondamentaux de ce concept, la réussite d'un grand évènement séduit justement et confère à la ville, au pays organisateur le statut de puissance au moins symbolique. Par conséquent, cette ville, ce pays attire.

Malgré les couts exorbitants de ces méga-événements et les risques que cela peut comporter, l'appétit des États ne semble guère diminué. Qu'est-ce qui peut pousser aujourd'hui de si nombreuses collectivités à se lancer sur le marché des manifestations

sportives internationales ? L'expérience a prouvé que les pays postulants n'ont aucune certitude que les ressources notamment en argent, temps et personnel, investies lors de l'organisation soient récupérées. Les retombées économiques directes, telles que la venue des visiteurs externes semblent insuffisantes pour justifier cet engouement, d'autant que les expériences passées ont prouvé que le succès financier n'était pas toujours au rendez-vous. Le Gabon par exemple en sait quelque chose avec la récente coupe d'Afrique des Nations de football 2017. Comme d'autres pays, le Gabon en 2017, tout comme la Grèce aux Jeux Olympiques de 2004 ont connu des déficits. Pourquoi donc vouloir toujours organiser ? L'ancien maire de Montréal, Gérald Tremblay semble avoir la réponse lorsqu'il déclarait, malgré le déficit de 3,5 millions de dollars des Championnats du monde des sports aquatiques en 2005 que Montréal a accueilli, « *Cela valait la peine, un déficit de l'ordre de 4 millions de dollars canadiens ne représente que 0,1% du budget annuel de 4 milliards pour Montréal. Les mondiaux apporteront également une visibilité incroyable pour la ville, une vitrine importante sur le monde* ». (Radio-Canada-ca, 31 juillet 2005).

Bien évidemment, les compétitions sportives ne se sont pas que du sport mais bien plus que du sport.

Depuis des décennies, les États ont compris que le sport était une vitrine, un moyen de rayonner, d'affirmer sa puissance au moins du point de vue symbolique ou même peut-être d'exister sur la carte. Souvent dans un contexte où le ciel des relations avec l'extérieur ou localement est sombre, l'organisation des compétitions sportives devient un des remparts pour faire changer de vision des choses.

Dans une Russie critiquée au sein de l'Europe ainsi qu'aux États-Unis pour non respect des droits de l'homme, annexion de la Crimée, complaisance avec la Corée du Nord ou encore à propos de la question ukrainienne, les conséquences d'une telle politique ne tarderont pas à se voir. Les sanctions européennes et américaines, l'annulation du G8 à Sotchi ont constitué à pâlir l'image de l'État. Là où la politique traditionnelle russe n'a pas pu soigner l'image du pays ou du moins n'en a même pas eu la volonté, le sport, par les résultats des athlètes et l'organisation des grands rendez-vous a pu le faire malgré le caractère imparfait. Le mondial de football organisé dans ce pays a certes eu un impact sportif, mais aussi culturel, diplomatique et économique comme l'a si bien dit Cyrille Bret dans son article *Les 4 enjeux*

géopolitiques du mondial 2018 paru dans le Huffington Post, le 22 octobre 2017. Carole Gomez, chercheuse à l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) ajoutera que « *Moscou utilise le sport dans sa stratégie politique lui permettant ainsi de s'affirmer de nouveau sur la scène internationale grâce à l'accueil des grandes compétitions sportives...* ». Une telle politique apporte généralement de bons résultats notamment en termes d'attraction. Rappelons également que l'enjeu n'est pas que dans la recherche du prestige. Sotchi 2014 a été une occasion pour Moscou de rendre à cette partie du pays sa souveraineté territoriale. Ces jeux ont été une occasion de contrôler ce territoire sur le Caucase, notamment l'Abkhazie, et faire étalage de sa réussite économique pour renouveler son influence sur les Etats voisins de la Mer Noire.

Tout comme la Russie il y a également un État qui a misé sur le sport : le Brésil.

Les enjeux à travers le sport pour ce pays lusophone sont doubles :

Il s'agit de soigner son image. Depuis des années, le Brésil est noyé dans un fleuve de corruption ayant même entraîné la destitution de Dilma Rousseff, sa croissance économique est revue à la baisse. Le pays connaît une crise politique et certains problèmes sociaux. Un tel climat forcément contribue à penser que ce pays n'est pas une destination pour investir. L'image de pays émergent dont veut se prévaloir, le Brésil ne sera qu'une utopie. Un Brésil qui organise les grandes compétitions sportives veut effacer la mauvaise image pour laisser place à une volonté de puissance. Depuis l'arrivée de Lula, le sport est devenu un véritable instrument de soft power. L'une de ses priorités a été de parvenir à s'assurer la tenue de grandes compétitions internationales afin d'affirmer sa puissance au niveau international et surtout dans la zone Amérique latine. Oui, un repositionnement du Brésil dans la géopolitique mondiale passe aussi par le sport.

Le soft power sportif est un outil efficace. Le Qatar en est un acteur majeur. Mille et un documents consacrés à l'Émirat démontrent la place qu'accorde le Qatar au sport. C'est un outil de son rayonnement à l'international. L'Émirat veut montrer au monde entier qu'il existe, malgré un climat tendu dans les pays du golfe conjuguant concurrence, chantage, accusations pour financement du terrorisme, complaisance avec l'Iran. Or le pays organise des compétitions sportives comme le mondial de football en 2022, le mondial de handball en 2015, le tournoi de Tennis de Doha. Beaucoup de gens, du moins ceux qui ne

comprennent pas la stratégie qatarie ne tarderont à se demander pourquoi un pays ne possédant au départ pas de culture sportive s'intéresse au sport ? Et bien le Qatar veut exister. Il est difficile pour beaucoup de citer deux personnalités politiques dans ce pays mais ils connaissent Nasser Al-Khelaïfi, le Président du Paris Saint Germain. Seuls les spécialistes du gaz connaissent le pays jusqu'ici pour reprendre les termes de Pascal Boniface. Une étude menée par le CNRS en 2012 a montré que les États utilisent le sport comme un outil d'influence.

La France, dans une dynamique de mettre le sport comme élément de son influence n'est pas en reste. Après l'obtention de la Coupe du monde de Rugby 2023, et à la question « *le sport serait-il devenu un nouveau bras armé de la France à l'international ?* », Carole Gomez, chercheuse à l'IRIS, répondra à cette effet : « *la désignation de la France à quelques semaines d'ouverture pour l'organisation de deux grands évènements peut donner l'impression de la toute-puissance de la France en matière d'accueil de ce type d'évènement* ». Le sport comme facteur d'influence internationale ou alors de puissance de la France est une idée qui n'a pas vu le jour après l'obtention des JO et de la Coupe du monde de Rugby 2023. Le projet existe depuis longtemps. La volonté de nommer un ambassadeur délégué au sport, Philippe Vinogradoff par Laurent Fabius est fort significative. De telles initiatives ont généralement porté leurs fruits. La France a été désignée à Lima en septembre 2017 comme pays accueillant les JO 2024. L'Euro féminin sera au rendez-vous, la Ryder Cup sans oublier la Coupe du monde de Rugby. Cela va jouer en sa faveur sur la scène internationale. Depuis l'élection d'Emmanuel Macron, la France a connu un dynamisme considérable. On dirait que le mot que bâtit le président français durant son séjour à l'Élysée, est l'influence. L'influence de la France à l'international. Cela passe aussi par le sport. Un Emmanuel Macron aux côtés de Tony Estanguet et d'Anne Hidalgo pour la campagne des JO 2024 est significatif. Bien évidemment, on dira que c'est la personnalité de Macron qui a aidé à remporter Paris 2024, contrairement à Trump qui a un caractère qui n'attire pas forcément des regards sympathisants. La France entend par ses prochains évènements sportifs, montrer son savoir-faire en matière d'accueil, de proposition mais aussi d'organisation.

Aujourd'hui plus que jamais, sous l'explosion de la résolution numérique et des moyens de communication, sport et géopolitique sont intimement liés. Toutes les observations

s'accordent pour reconnaître que des événements sportifs d'ampleur mondiale comme les JO de Sotchi s'inscrivent dans une claire logique de soft power. On veut exister, on veut se faire connaître à l'international. L'Azerbaïdjan en organisant les Jeux européens de Bakou voulait gagner en visibilité.

Bien sûr, l'organisation des compétitions sportives, au delà de l'aspect géopolitique, comporte d'autres enjeux allant dans le sens de l'économique et du culturel. La notoriété internationale que peut apporter un événement sportif hautement médiatique à la ville organisatrice constitue aujourd'hui l'un des arguments les plus souvent avancés pour justifier une candidature. La construction d'une nouvelle image à travers un grand événement sportif vise surtout à repositionner la ville sur la carte du monde et à attirer les investissements internationaux. En organisant les JO en 2004, Athènes a notamment cherché à accéder au rang des grandes capitales économiques européennes. De nombreuses villes utilisent les jeux pour accélérer leur transformation urbaine. C'est le cas du Cameroun avec la construction des routes, hôtels, hôpitaux et stades... en vue de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2019. Les États ou villes, avec ces événements, ont des retombées économiques. Rennes, l'une des villes qui recevra le mondial de football féminin 2019 souhaite accueillir autour de 50000 spectateurs, tous modèles confondus pouvait-on lire dans Ouest France, le 5 février 2018. L'organisation des compétitions sportives consiste aussi à vouloir mettre en exergue son savoir-faire. « *La candidature qatarie pour le mondial de football 2022* », explique Valentin Germain, consultant à Capitol Com sur les Ondes de Choc le 4 juin 2015, « *met en avant les valeurs que le soft power de l'Émirat veut transmettre au grand public : modernité, richesse et innovation* ».

Selon le National Football League (NFL) et le Sport Management Research Institute (SMRI), les retombées économiques pour une ville pour la réception de la finale du Superbowl sont d'environ 400 millions de dollars. (*Matheson and Baade: "Superbowl or super (hyper)bole? Assessing the economic impact of America's premier sports Event"*)

Bruno Retailleur, président du Conseil général de Vendée (qui organise le Vendée Globe) soulignait ainsi récemment dans un rapport du Sénat « *le Vendée globe coûte 4 millions*

d'euros par édition au Conseil général et en rapporte directement une quarantaine au département. A ceci s'ajoute plus de 190 millions d'euros de retombées médiatiques »¹.

En ce qui concerne par exemple les prochains JO de Paris 2024, les estimations sont de 5,3/10,7 milliards d'euros, estimation faite par le Centre de droit et d'économie du sport (CDES) de Limoges en juin 2016. Les droits de télédiffusion, les sponsors comme LVM, SUEZ, ORANGE, BNP Paribas, VIVENDI, ACCORHOTELS... sont les principaux financiers².

Les JO ne sont pas qu'une compétition. Mais un immense business pour des marques. Si les pays cherchent à s'endetter pour organiser les compétitions, c'est pour des retombées économiques à long terme (tourisme, infrastructure).

Ne perdons pas de vue les droits de retransmission. Ceux-ci sont répartis entre les chaînes de télévision, permettant à celles-ci de réaliser un score d'audience particulièrement élevé lié à la passion des téléspectateurs qui ne peuvent assister à ces prestigieux événements sportifs pour diverses raisons.

Les jeux permettent aussi la création de nouveaux emplois, certes, non stables mais pas non plus négligeables pour la ville.

Les pays profitent de cette aubaine pour montrer leur savoir-faire. La Chine par exemple, outre la démonstration de sa puissance, voulait mettre en exergue sa modernité et son efficacité à travers des chantiers de construction des routes et d'immeubles gigantesques. Il n'est donc pas étonnant de voir la Chine rafler les grands marchés beaucoup plus en Afrique et même ailleurs.

Au-delà de l'enjeu économique sportif, relevons l'aspect culturel.

De telles occasions constituent un moyen de mettre sur le devant de la scène son héritage culturel, ses bienfaits du point de vue culturel. Le slogan pour les JO Paris 2024 « *Made for sharing* » a été largement critiqué en France. Cela n'honore pas l'exception culturelle : la langue. L'académie française avait vu en cela une insulte. Une insulte caractérisée à la langue française. Bernard Pivot, journaliste et président de l'Académie Goncourt regrette que Paris « *fasse la courbette devant la langue qui n'est pas seulement celle de Shakespeare*

mais celle de Donald Trump.» L'OIF a déployé toute une équipe pour la défense du français aux JO d'hiver 2018³.

La promotion de la langue française comme langue olympique est l'un des objectifs du Comité national olympique et sportif.

La diplomatie sportive

Le pouvoir du sport, grande œuvre scientifique rédigée par Marie-Cécile Naves et Julian Jappert du Think tank Sport et Citoyenneté est fort révélatrice, ne serait-ce que par la lecture du titre.

En effet, il n'est plus question aujourd'hui de ne voir que du ludique du sport. Le sport c'est bien plus que ça. Il a un pouvoir. Et justement à cause du précieux pouvoir qu'il comporte, il n'est pas à négliger.

Le sport c'est le miroir de la société. Là où la politique traditionnelle démontre des défaillances, le sport lui vient en aide. Il ne faut pas exagérer tout de même. Personne ne peut nier la valeur du sport aujourd'hui dans les relations internationales. Soit il rapproche les États, soit il devient un instrument de la politique étrangère de certains États pour des motifs d'existence ou de rayonnement. Ne mettons pas de côté le caractère du sport à être un instrument de coopération entre les États.

Jérôme Champagne, diplomate français et ancien secrétaire général de la FIFA savait faire une réelle distinction entre la diplomatie du sport et la diplomatie par le sport. Pour la première, c'est la vision classique des rencontres sportives comme élément de rapprochement étatique. Pour la seconde, elle consiste en une véritable instrumentalisation du sport dans la politique étrangère des États.

Dans l'un et l'autre cas, la diplomatie sportive s'inscrit dans l'agenda des États.

Dans un cas qui utilise le sport comme outil de rapprochement des États, la « *diplomatie du ping-pong* » pratiquée par les États-Unis et la Chine en 1971 vient prouver que le sport a un pouvoir surtout là où la politique traditionnelle a échoué ou a montré des défaillances. On va

assister lors du rapprochement, au déplacement d'un premier président américain sur le sol chinois depuis 1949.

« Historiquement, à chaque fois que l'Inde et le Pakistan ont traversé une période des tensions de relations bilatérales, le cricket est venu à la rescousse⁴ » expliquait en 2009 Boria Majumdar, historien du cricket et auteur de nombreux ouvrages sur le sujet. (*Twenty-two yards to freedom: a social history of Indian cricket; Cricketing cultures in conflict: world cup 2003*)

Le cricket est l'un des sports sinon le sport le plus pratiqué, le plus populaire dans ces États. Au-delà de l'aspect purement sportif, ce sport a permis un réchauffement de relations entre l'Inde et le Pakistan. En effet, la demi-finale qui opposait les deux pays fut l'occasion d'une rencontre qualifiée d'historique entre les premiers ministres indien et pakistanais depuis l'épisode malheureux de Bombay en 2008. Ladite rencontre a entraîné une « *réconciliation permanente des deux États* ». C'est ce qu'on a appelé la diplomatie du cricket.

Joel Bouzou est un ancien sportif de haut niveau et le fondateur de Peace and sport pour qui « *le sport est neutre par excellence, il a la capacité de rapprocher les gens et peut favoriser la reprise des discussions diplomatiques quand elles n'existent plus*⁵ ». On peut vérifier ces propos également par le rapprochement entre la Turquie et l'Arménie lors des éliminations du mondial 2010. Une rencontre qui a occasionné la signature d'un accord permettant l'ouverture de leurs frontières respectives et du rétablissement de leurs relations diplomatiques par les deux présidents.

Le fait de voir les dirigeants français et allemand dans les tribunes lors des rencontres de football France-Allemagne n'est pas un fait anodin. Il est question dans ces rencontres de créer davantage de rapprochement entre les deux États. Dans leur marche vers un rapprochement, un joueur avait failli ruiner les efforts entrepris jusqu'ici par les deux ennemis héréditaires. C'était le gardien de but allemand, Harald Schumacher qui eut impunément agressé l'arrière français Patrick Batiston, qui dû être évacué, inconscient sur une civière. Ce qui a choqué dans ce geste agressif du gardien, c'est justement sa brutalité qui contrastait avec les relations pacifiées entre les deux anciens. La diplomatie

traditionnelle n'a pas pu résoudre le problème israélo-palestinien et pire encore, la décision du président Donald Trump de transférer l'ambassade des Etats-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem n'a pas aidé à la résolution du conflit. Au contraire, cela a ravivé les tensions. Joao Havelange en son temps, comme pour venir au secours de l'ONU, déclarait au Journal du Dimanche le 15 mars 1998 : *« Il y'a un projet qui n'a pas encore abouti mais j'espère concrétiser cela au mois de mai. Ce serait un match entre les sélections de Palestine et d'Israël. Si je ne parviens pas à mettre ce match sur pied, j'aurai des regrets car le football peut engendrer l'entente des deux peuples qui se tournent le dos depuis trop longtemps. Là où la politique, la diplomatie, les cercles financiers ont échoué ; je crois que le football peut réussir [...] Si je parviens à concilier les intérêts, le match aura pour cadre New-York où siège l'ONU, car j'entends en faire une démonstration de respect à cette organisation. »*

Toujours dans son idée de rapprocher, la Coupe du monde 2002 co-organisée par la Corée du Sud et le Japon malgré les difficultés techniques a été une occasion pour les États de se rapprocher.

Si en diplomatie, certains événements servent de prétexte pour des États à faire ce qu'ils n'ont pas pu ou alors n'ont même pas eu l'intention de faire surtout dans une tribune politique par exemple, le sport devient un bel espace pour ces derniers afin de revenir à de meilleurs sentiments. En parlant du cas récent entre la Corée du nord et la Corée du Sud lors des jeux de Pyeongchang, Amelie Metel s'est bien posé certaines questions dans son article à savoir *« quels sont les objectifs de la diplomatie sportive entre les deux pays ? S'agit-il d'une stratégie ponctuelle ou s'inscrit-elle dans le long terme ⁶ ? »* Beaucoup s'interrogent sur cette dernière question étant donné les flous et les ambiguïtés que cela relève. Alors interrogé par France info-Radio France le 09 janvier 2018, le géopolitologue Pascal Boniface ; comme à son habitude et dans un climat marqué par le rapprochement des deux Corées dira *« le sport n'est pas une baguette magique »* car il ne pourra pas *« ramener une paix durable entre les deux pays »*. Toutefois, au regard de l'actualité récente depuis le début des jeux de Pyeongchang jusqu'à la fin de ceux-ci, ne devons-nous pas observer des nouveautés et une avancée considérable dans les relations intercoréennes ? Certes il y a eu des défilés communs (Sydney 2000, Athènes 2004, Jeux d'hiver de Turin 2008 et de Pyeongchang 2018 et en supplément une seule équipe commune coréenne de hockey. La rencontre entre la

sœur de Kim Jong-Un et Moon Jae-In est révélatrice également. La rencontre historique entre Kim Jong-Un et Chung Eui-Yang, chef du conseil de sécurité de la Corée du Sud ne l'est pas moins lors de la visite d'une dizaine de diplomates sud-coréens à Pyongyang dans un objectif de réconciliation. Selon l'agence officielle KCNA, « *Kim Jong-Un, lors de la visite des diplomates le 05 mars 2018, a bien reçu l'invitation du président sud-coréen à participer à un sommet. Ils ont échangé leur vision et sont parvenus à un accord satisfaisant* ». Selon la même source, le dirigeant Nord-Coréen a également réaffirmé sa ferme intention de réaliser des avancées significatives dans les relations entre le Nord et le Sud et d'écrire une nouvelle page de la réunification nationale. « *Les jeux ont apporté une atmosphère à la réconciliation à l'unité et au dialogue entre le Nord et le Sud* » a déclaré le dirigeant Coréen toujours selon l'agence KCNA. De telles initiatives sont saluées depuis Seoul car Moon Jae-in souhaitait réveiller la « *sunshine policy* ».

Il a même été envisagé une rencontre entre le président Donald Trump et le troisième Kim le 8 mars 2018. A propos de cette invitation, des doutes se dessinent de part et d'autre. Olivier Guillard, spécialiste de l'Asie et chercheur à l'IRIS reste surtout prudent sur les intentions de la Corée du Nord. Mais est-il vraiment permis de croire aux « *bonnes intentions de la Pyongyang* » s'est-il interrogé. Il y a vraiment de quoi douter sur un éventuel changement de climat entre la Corée du Nord et les États-Unis.

Au-delà de ce qui peut être dit, au-delà des doutes émis à gauche et à droite sur le pouvoir du sport, il reste quand même que le sport peut accomplir des exploits que la diplomatie traditionnelle n'a pas pu faire même si cela comporte des limites.

Si le sport sert à rapprocher les États (diplomatie du cricket, Sunshine Policy, diplomatie du ping-pong), c'est aussi un outil permettant aux États de coopérer.

Le commissaire européen en charge de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et du sport, le Hongrois Tibor Navracsics interrogé par le Think tank sport et citoyenneté sur la valeur du sport au sein de l'Union Européenne, dira « *nous avons mis en place de bonnes structures pour la coopération entre les États membres...⁷* »

l'Union Européenne fait partie des rares communautés dans le monde où le sport sert de coopérateur entre les États afin de traiter ensemble des questions d'ordre social, économique, et même de se servir de celui-ci dans la coopération internationale qui est l'un des aspects de l'action européenne en matière de sport. En dehors de la coopération internationale où le sport est considéré comme un élément de ses relations extérieures, Bruxelles entend, à en croire Tibor Navracrics, faire également jouer au sport un rôle sociétal (lutte contre le racisme, xénophobie, promotion de l'égalité des genres). Ne perdons pas de vue la dimension économique du sport, l'éthique et la déontologie par le sport, l'insertion des migrants. Dans la même veine, le High Level Group ou Sport Diplomacy sous la houlette de Pål Schmitt, a rédigé un rapport grâce aux plumes de Valerie Fourneyron et Thierry Zintz et soumis à la Commission européenne en juin 2016⁸. Ce document en grande partie traite de la question du sport dans les relations européennes et même au-delà.

L'UE a compris ce qu'est le soft power sportif, quel bienfait peut apporter le sport dans ses relations avec les États de la communauté. Plus qu'un objet accessoire, le sport est devenu de plus en plus d'une importance capitale comme l'atteste ledit rapport :

*"Sport can and should play a role regarding different aspects of the EU's external relations: as an element of external assistance programmes as an element of dialogue with partner countries, as a "facilitator" of the EU's and its member state relations with the world and as a part of the EU's diplomacy"*⁹.

La promotion de la coopération à l'UE par le sport reste un point essentiel. C'est d'ailleurs dans cette veine d'idée que le président français, depuis Ouagadougou jusqu'à l'invitation du président libérien nouvellement élu, Georges Weah à l'Élysée, a insisté sur les vertus du sport devant faire partie de l'agenda des relations franco-africaines.

Au-delà de l'aspect de coopération qu'apporte le sport, d'autres États l'utilisent pour être influents surtout au moment où ceux-ci sont sur une mauvaise pente. C'est le cas du Qatar par exemple.

Le Qatar, état gazier, n'entretient pas des relations de bon voisinage avec ses voisins du fait de soupçons de financement de groupes terroristes et de complaisance envers l'Iran. De

telles raisons ont poussé d'autres États du golfe à le mettre de côté, avec en tête, l'Arabie Saoudite. Sun Tzu avait dans ses enseignements de stratégies l'habitude de dire qu'on peut vaincre sans combattre. Joseph Nye l'appelle dans un vocabulaire technique le soft power. Et le soft power, le Qatar sait s'en servir, c'est-à-dire gagner en influence aussi bien dans le golfe que dans le monde entier à travers le sport. Le 05 juin 2017 marque la rupture des relations entre le Qatar et les autres États du Golfe (Arabie Saoudite, Bahreïn et Égypte). Un tel isolement n'aura pas un grand impact pour Doha puisque quelque jours plus tard, le Club du Paris Saint-Germain détenu par Doha, accéléra Neymar, le prodige Brésilien en provenance du FC Barcelone avec une somme de 222 millions d'euro. Ce transfert a beaucoup fait parler où que l'on soit. Pour certains, cela a enlevé au sport son aspect « sportif » au détriment de l'argent. Pour d'autres c'est un message qui est à prendre au sérieux. Pascal Boniface appartient à la dernière trame. Pour lui, le Qatar veut montrer qu'il existe et qu'il est libre et mobile. Quant à Jean-Marc Rickli, Directeur des risques globaux au Geneva Center for Security Policy, expliquera sur 20 Minutes que « *par ce transfert, l'Émirat réalise un joli coup de soft power, une opération de communication stratégique avec des répercussions diplomatiques et politiques* ». On ne parle plus de crise mais de Neymar. C'est une démonstration de force destinée à l'Arabie Saoudite et aux Émirats arabes unis. Jean Christopher Gallien sur les antennes de RFI, le 03 août 2017 va renchérir en disant « *Notre avenir est certain, nous avons confiance, nous sommes puissants, nous sommes forts contre vous malgré vous, nous sommes capables d'investir pour nos propres besoins* ». Dire que l'un des ambassadeurs ou si on veut, le représentant même du Qatar à l'étranger qu'est le PSG est éliminé en Ligue des Champions est un camouflet avant tout diplomatique qui reste très révélateur et interpellateur. Le Qatar veut avant tout atteindre au moins les demi-finales de la Ligue des champions et faire concurrence au Manchester City (Émirats arabes unis) son ennemi. Cette diplomatie sportive n'a pas commencé aujourd'hui. Doha est un grand, surtout en ce qui concerne l'utilisation du sport pour augmenter son influence : la coupe du monde de Handball 2015, les tournois de Tennis de Doha, les courses équestres, le sponsoring du FC Barcelone (Qatar Foundation), Beinsport par les diffusions de la Ligue des champions, bientôt le mondial en 2022.

Dans l'étude des relations internationales où il est enseigné les facteurs ou alors les indicateurs de puissance, les performances sportives d'une nation dans une compétition

sportive sont rarement évoquées. Cela donne encore l'impression qu'on était à la période de la bipolarisation du monde où américains d'un côté et russes (hier URSS) de l'autre veulent affirmer leur puissance par le sport. On se rappelle encore des propos de Sergei Lavrov sur les antennes de France 24 évoquant la campagne antirusse concernant le « dopage d'État » dont parle le Comité International Olympique sous le contrôle des États Unis. Face à ses accusations, le Ministre russe des affaires étrangères répondra à ses détracteurs, les États-Unis, surtout en ces termes « *les États-Unis accusent la Russie car ils ne peuvent pas nous battre à la loyale* ». La Russie a une longue tradition de l'utilisation du sport comme s'inscrivant dans l'agenda de sa politique étrangère, comme un moyen de s'affirmer sur la scène internationale. Elle est consciente de la concurrence qu'elle a avec Pékin, Washington et dans une moindre mesure Paris, Londres, Tokyo etc. en ce qui concerne le nombre de médailles obtenues dans une grande compétition internationale, égal à la puissance de cet État en partant de son poids politique, économique et même culturel sur la scène internationale.

Le sport, la poursuite de la guerre par d'autres moyens

En observant la scène sportive, cela donne l'impression qu'on en est encore à l'heure de la première ou alors de la seconde guerre mondiale. La formation des blocs, souvent lors des compétitions sportives, confirme cette nouvelle forme. Soit on est en blocs pour contester une idéologie (surtout lors de la guerre froide), soit on le fait pour contester un régime. Parfois aussi, c'est un signe de protestation qu'on lance.

L'affaire Skripal, récemment vécue depuis le Royaume-Uni a créé des irrégularités diplomatiques allant même jusqu'aux intentions de boycotter la Coupe du monde de football organisée par la Russie. En politique, on profite souvent de certaines occasions ou de situations pas forcément fondées pour exprimer son désaccord, son désamour vis-à-vis d'un régime. La décision de la famille royale du Royaume-Uni de ne pas participer à la cérémonie d'ouverture, sauf changement d'avis, a également eu un son de cloche dans certains autres pays comme l'Islande. La Russie s'y est habituée finalement. Sotchi 2014 malgré sa réussite sur le plan organisationnel, n'a pas échappé à des contestations de la part de politiques, écologistes, défenseurs des droits de l'homme (loi russe contre les homosexuels) etc. allant même jusqu'au boycott de certains hommes politiques. Que dire

des JO de Moscou 1980 ? Jimmy Carter à la veille de ces jeux avait proposé au Comité International Olympique de transférer ces jeux en Grèce. La raison ? L'introduction des troupes soviétiques en Afghanistan. La proposition étant refusée, Jimmy Carter va boycotter les JO et par la suite d'autres États vont lui emboîter le pas. Comme une sorte de loi du Talion, certains pays socialistes vont également boycotter à leur tour Los Angeles 1984.

En guerre depuis des décennies, les deux Corées ne se sont pas assises à la même table. Cette guerre se manifeste aussi par le sport. Le refus du Nord de participer aux JO de 1988 organisé par le voisin du Sud marque un signe du climat non fraternel entre les deux Corées d'hier.

L'Allemagne ayant été à l'origine de la première guerre mondiale sera exclue par la communauté internationale lors des jeux de 1920 et 1924 organisés par les villes d'Anvers et Paris. Les jeux de Melbourne 1956 vont garder ces habitudes contestataires. L'invasion de la Hongrie par les soviétiques va entraîner le boycott de la manifestation par les Pays Bas, l'Espagne et la Suisse. La Chine le fera également à cause de la présence de Taïwan.

Tout comme les deux Corées, d'autres États ont décidé de poursuivre la guerre par d'autres moyens. Dans son ouvrage intitulé « *la géopolitique du Football* », au regard de ce qui se passe sur les terrains, Pascal Boniface n'hésite pas à s'interroger : « *Le football (le sport) serait-il le dernier lieu d'affrontement entre les pays rivaux ?* ». Pour paraphraser Clausewitz, le sport est la continuation de la guerre par d'autres moyens. Les États peuvent décider de ne jamais se rencontrer. La glorieuse « défaite » du lutteur Iranien Alireza Karimi lors des championnats du monde de Bydgoszcz, en Pologne est applaudie en Iran. La raison ? Il ne voulait pas affronter un israélien. Pour Téhéran, Israël n'est pas un État. Peu importe, c'était un mal pour un bien, une défaite victorieuse dira-t-on finalement. Le journal Le Monde dans son édition du 28 novembre 2017 rapportait le discours d'encouragement de son entraîneur par Louis Imbert. On pouvait alors entendre « *perds, Alireza !!!* » Sous la pression de son coach l'athlète va s'écrouler perdant ainsi le combat. Cela lui vaudra des éloges et en même temps des sanctions.

Comme Téhéran certains États gardent toujours leurs mauvaises habitudes d’hier. C’est Riyad qui a refusé des visas aux joueurs Israéliens pour un tournoi organisé par le roi Salman le 26 décembre 2017. En théorie, rapporte Radio France Internationale (RFI) par le biais de son correspondant à Jérusalem Guilhem Delteil, « *le pays hôte d’une compétition d’échecs n’est pas censé déterminer quels sont les pays représentés. Mais dans le cas du « tournoi du roi Salman », la géopolitique régionale s’est invitée dans les attributions des visas. Riyad considère Tel-Aviv comme un ennemi. Les deux Etats n’entretiennent pas des relations diplomatiques officielles. Aux yeux des analystes, c’est paradoxal car l’Arabie Saoudite et Israël se rapprochent de plus en plus ouvertement pour contrer l’influence de l’Iran.* »

Certains ont choisi de faire la guerre pacifiquement et d’autres sont allés jusqu’à l’affrontement direct avec des conséquences diplomatiques très graves.

En mai 1981, des violentes manifestations anti-camerounaises eurent lieu à Libreville. Avec l’aide du gouvernement, un pont aérien fut établi. Ce qui permit de rapatrier plus de dix mille camerounais craignant pour leur sécurité. Cette exaspération de passion qui s’est traduite par des actes de xénophobie faillit déboucher sur une véritable crise interétatique. En tout cas, la frontière entre les deux États fut momentanément fermée et leurs relations connurent un réel refroidissement. A l’origine de ces évènements se trouve un match de football opposant le FC 105 du Gabon à l’Union de Douala du Cameroun. Le match sera interrompu à la suite d’une bagarre entre les deux équipes¹⁰.

De la même manière les relations entre le Gabon et le Cameroun ont connu un refroidissement un peu plus accentué à partir de ce jour, le Honduras et le Salvador ont connu presque la même situation sinon pire encore lors d’un match de football. « La guerre du football », est le nom donné à l’affrontement entre les supporters et joueurs des deux équipes en 1969 lors de la qualification pour le mondial au Mexique. Suite à cet affrontement où il y eut des morts, le drapeau hondurien fut déchiré, il y eut des conséquences. Premièrement, la frontière entre les deux États fut fermée, deuxièmement, le Salvador rompit ses relations diplomatiques avec le Honduras. Dire que c’est un match de football qui mettra fin aux relations entre le Cameroun et le Gabon ou le Honduras et le

Salvador est exagéré. Bien sûr la racine du refroidissement se trouve ailleurs. Le sport par l'entremise d'une rencontre entre équipes vient juste souffler sur les braises déjà allumées.

Ces équipes, ces rencontres sportives, ces victoires etc, une couleur politique au rendez-vous.

Ce qui est observé dans les milieux sportifs laisse du coup penser que le sport est inséparable de la politique ou vice versa. Certains matchs ou rencontres sportives, que ce soit des matchs amicaux ou alors des matchs tirés lors d'un tirage au sort souvent ne sont souvent pas le fruit du hasard.

Le tirage au sort de la coupe du monde 2018 que la Russie a organisé a eu une couleur politique. Pourquoi ? Le lieu du tirage au sort était le Kremlin. Des rencontres sportives n'avaient pas été fixées *ex nihilo*. Dans sa livraison du 1^{er} décembre 2017, les Guignols de l'info de Canal + prirent le soin de caricaturer les scénarios avec en tête le président Vladimir Poutine lors du tirage au sort de ladite coupe du monde. On montre bien le président qui va lui-même tirer les boules ayant des caractéristiques précises (boules chaudes, boules froides, boules glacées...). On rappelle que lesquelles boules représentent les continents ou pays. Bien évidemment, les Guignols, c'est d'abord pour rire. Au-delà du comique il y a quelque chose à retenir. Les résultats issus de ce tirage envisagent des rencontres telles que Russie-Arabie Saoudite ou Espagne-Maroc. Des matchs politiques ? Le match d'ouverture Russie-Arabie Saoudite était beaucoup plus attendu par les spécialistes des relations internationales que par les simples amoureux du ballon rond. Une rencontre de deux puissances pétrolières. Une rencontre qui intervient en plein réchauffement entre les deux pays historiquement opposés compte tenu de l'alliance Riyad et Washington d'un côté et Moscou et Téhéran de l'autre. La Russie a longtemps soupçonné l'Arabie Saoudite d'avoir financé l'opposition tchétchène. L'arrivée au pouvoir de Poutine va changer le cours des relations diplomatiques. La visite pour la première fois d'un chef d'Etat saoudien, le roi Salman à Moscou symbolise cette rupture annonçant maintenant une nouvelle ère.

Certaines équipes sportives sont souvent l'objet d'instruments politiques. Populaires par essence, les équipes ne laissent pas indifférents certains hommes politiques. Ils se saisissent

de ce caractère populaire qu'offrent le sport en général et les équipes en particulier pour exprimer leurs aspirations, pour en faire un symbole. L'Equipe de France de football appelée « Les Bleus » est justement le symbole du multiculturalisme dont veulent se prévaloir les français en général et les hommes politiques en particulier. Pour le vulgaire, cela paraît une chose anodine, fantaisiste de voir dans une même équipe de football française plusieurs origines dans cette équipe. C'est aussi ça l'exception culturelle française, un pays cosmopolite. Les Bleus symbolisent aussi même si cela est rarement évoqué, les relations que la France entretient avec ses anciennes possessions à l'époque coloniale ou alors ses territoires d'outre-mer. Elle est beaucoup représentée par les joueurs d'origine africaine et donc de ses anciennes colonies (Sénégal, Mali, Guinée Conakry, Cameroun, Algérie, Maroc, Tunisie etc.), ses territoires d'outre-mer (Guadeloupe, Réunion, Martinique etc.)

Il est plus facile comme cela a été dit plus haut de se faire entendre dans les milieux sportifs parce que très populaires. L'équipe du Ghana, les Black Stars ont été le symbole du panafricanisme cher à feu Kwame Nkrumah. Le Hafia FC depuis sa création en 1951 était devenu pour Sékou Touré un instrument de propagande politique¹¹. *« Il a utilisé ce club comme une vitrine internationale notamment dans ses relations diplomatiques avec les pays communistes »*, affirme Gauthier de Hoym de Marien¹². Nous en voulons pour preuve l'invitation de Fidel Castro en 1977.

Comme Sékou Touré il existe des présidents ou tout simplement des hommes politiques qui utilisent le sport ou les victoires de leurs équipes pour passer un message. La victoire de l'Italie au mondial 1934 fut une occasion pour Mussolini de montrer la supériorité du fascisme sur toute autre idéologie. Hitler s'en inspira lors des jeux que son pays organisera en 1936. A travers ses jeux, il voulait montrer la supériorité de la race aryenne surtout par le fait que les Allemands avaient arraché un nombre considérable de médailles.

Si les uns propagent des idéologies, les autres par contre n'hésitent pas à utiliser les sportifs eux-mêmes pour bénéficier d'une crédibilité au niveau national et international. Contesté au Venezuela, chez certains voisins, à l'Union Européenne, Nicolas Maduro élu récemment avec une majorité écrasante a pu voir cette réélection contestée. Cette manière de le voir d'un mauvais œil n'a pas commencé aujourd'hui. Pour essayer d'améliorer son image, il a eu

besoin des services de Diego Maradona aimé dans la région et dans le monde entier. Malheureusement pour lui, la recette n'a pas fonctionné, le joueur sera interdit de visa pour les Etats-Unis car il soutient la dictature, le chavisme. Malgré de telles sanctions Maradona n'arrête pas son soutien. D'ailleurs il dira à cet effet sur son compte Facebook « *nous sommes chaviste jusqu'à la mort et quand Maduro l'ordonnera, je serai vêtu comme un soldat pour un Venezuela libre ...* »

Une stratégie de légitimité.

L'approche qui voudrait que lorsqu'un pays a réuni les trois éléments à savoir un territoire, un gouvernement et une population, il puisse désormais être un État ne passe pas à l'unanimité. On ne se lève pas un matin pour dire qu'on est un État désormais. Il faut pour l'être ou le devenir, au préalable une reconnaissance internationale. Le Kosovo, né en 2008 et ancienne province de la Serbie et qui a proclamé son indépendance de manière unilatérale illustre parmi d'autres cas les enjeux d'une reconnaissance internationale. Indépendance reconnue par Washington, Paris, Berlin, Rome mais sauf Madrid parce que risquant aussi les soulèvements allant dans le sens de la réclamation de l'indépendance de la part des Basques et de la Catalogne. Cette indépendance qui sera contesté par Moscou. En conséquence, Moscou a bloqué l'admission dans plusieurs organisations internationales comme à l'OCDE, l'ONU, l'UNESCO etc. Le Kosovo a fait du sport sa principale arme. Le Monde Diplomatique dans son édition de février 2016 et développée par Florian Gauthier titrait « *Le sport, nouvelle vitrine du Kosovo* ». Le titre en lui-même est édifiant. Les dirigeants de ce pays misent sur le sport pour gagner en légitimité, d'où son admission au Comité International Olympique sans difficulté en 2014.

L'année 1958 en Algérie marque un tournant décisif dans l'histoire de ce pays alors en pleine guerre qu'on a appelée guerre d'Algérie contre la France. Les joueurs du Front de Libération Nationale (FLN), grâce aux tournées à l'international qu'ils effectueront, vont entraîner la reconnaissance diplomatique de l'Algérie. Un joli coup médiatique pour défendre la cause de l'indépendance.

Comme le Kosovo, la Palestine, malgré qu'elle dispose des trois éléments classiques dont dispose un État, rencontre les mêmes problèmes. Elle n'a pas été admise à l'ONU en tant

que membre. En décembre 1995, un match va opposer la sélection palestinienne à l'équipe de Variété football club de France avec dans ses rangs Platini, une star mondialement reconnue. Aux yeux des palestiniens, c'était un pas de plus les conduisant de reconnaissance en reconnaissance.

Références :

1. <http://www.senat.fr/notice-rapport/2013/r13-484-1-notice.html>
2. Fabien Piliu, *Financement des JO : le secteur privé dans les starting-blocks*, La Tribune, 09-10-2017.
3. Thibault Bourru, *JO 2018- la Francophonie un enjeu majeur aux jeux olympiques*, Communauté, 08-02-2018.
4. Anthony Hernandez, *La coupe du monde relance la « diplomatie du cricket » entre l'Inde et le Pakistan*, Le Monde, 15-02-2015.
5. <http://www.idpi.fr/actualites/governance/le-sport-outil-d'influence-international>.
6. Amelie Metel, *La diplomatie du CIO à l'épreuve de la realpolitik*, Les Yeux du Monde, 14-02-2018.
7. <https://www.touteurope.eu/actualite /la-politique-europeenne-du-sport.html>.
8. <http://ec.europa.eu/assets/eac/sport/library/policy-documents/hlg-sport-diplomacy-final>.
9. Ibid, page 6.
10. Narcisse Mouelle Kombi, *La politique étrangère du Cameroun*, l'Harmattan, 1996, page 99.
11. Jeune Afrique, 2922 du 08 au 14 Janvier 2017, page 36.
12. Gauthier de Hoym de Marien, *Les 100 clubs de foot de légende*.